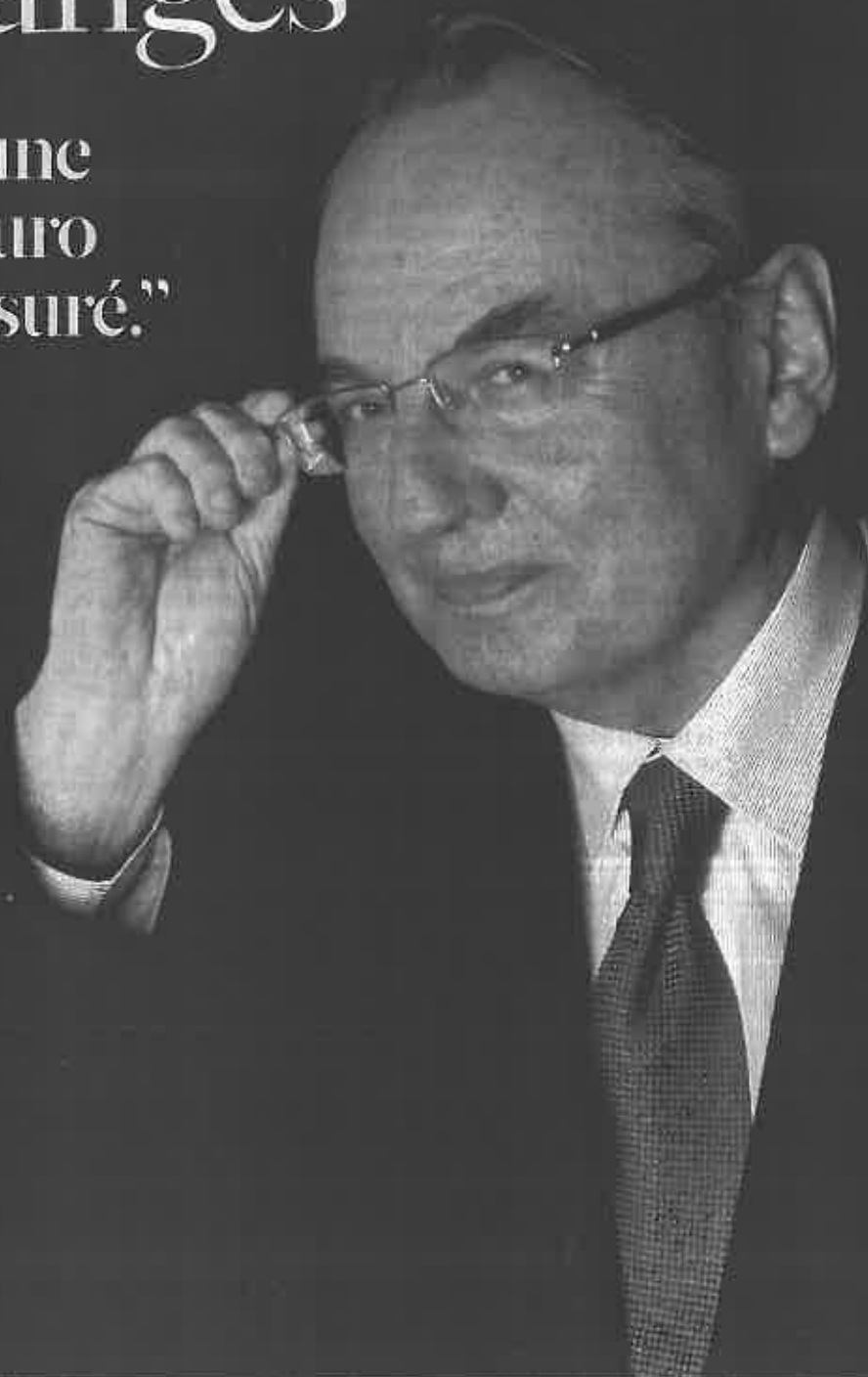


Jean-Louis Bourlanges

“Le coût d’une
sortie de l’euro
serait démesuré.”

« L’euro est un projet viable à condition que les dirigeants européens soient plus solidaires, plus rigoureux, et qu’ils aient la vertu d’aller plus loin en matière de refondation européenne, sur les plans budgétaire, financier et politique », explique Jean-Louis Bourlanges.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PATRICE DE MÉRITENS



Diriez-vous comme les adversaires de l'euro que le dernier sommet européen n'a servi à rien ?

Jean-Louis Bourlanges - Je ne crois pas du tout qu'un « éclatement à froid » de la zone euro puisse constituer une solution adaptée à nos problèmes, mais je suis convaincu de la profonde insuffisance de ce qui a été négocié à Bruxelles le 9 décembre. Comme toujours, les adversaires de l'euro crient qu'on les égorge, qu'on strangule la souveraineté nationale, qu'on passe sous les fourches Caudines de l'Allemagne, tandis que les partisans de l'accord proclament qu'une étape décisive a été franchie, que la refondation européenne est en marche, et qu'il y a un avant et un après de la construction européenne qui s'organiserait autour de cette date pivot. Les uns comme les autres nous payent de mots.

Au-delà d'une mise en scène avantageuse du refus du Royaume-Uni de s'associer à des mesures qui ne le concernent pas, le bilan est maigre. Ce qui a été décidé au plan budgétaire est à la fois hors sujet, redondant et biaisé. Hors sujet car, sauf pour la Grèce et pour nous, la question prioritaire n'est pas celle du déficit budgétaire à long terme, mais celle des structures et des modalités de financement des dettes souveraines. Je relève à cet égard que l'Espagne et l'Irlande ont strictement respecté le pacte de stabilité et que cela ne les a protégées ni l'une ni l'autre. Redondant parce que les mesures de rigueur budgétaire, le « six-pack », ont été adoptées par ailleurs. Biaisé car il est illusoire de prétendre piloter une économie à coups de normes juridiques et de sanctions économiques, même si la rigueur s'impose.

Sur le plan financier, il fallait soulager la pression sur les Etats endettés. Cela demande un engagement net de la BCE en qualité de prêteur en dernier ressort, et, sans doute gagée par des engagements de sagesse budgétaire précis, une solidarité plus grande entre les Etats, visant, par exemple par l'intermédiaire d'euro-obligations, à réduire très substantiellement les taux mortifères qui asphyxient les économies de la partie sud de la zone. Les marchés ont besoin d'un signal clair des Etats pour continuer de leur prêter de l'argent à des taux décents et Angela Merkel s'ingénie à brouiller les messages et à ne jamais donner ce signal. En bonne démocrate-chrétienne, elle devrait pourtant faire sienne le mot de l'Evangile : « Que votre oui soit oui, que votre non soit non. »

Sur le plan politique enfin, je crois qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy sont prisonniers de leur défiance à l'égard des institutions communautaires et n'arrivent pas à concevoir un mécanisme institutionnel qui soit à la fois plus efficace et plus démocratique que le système actuel.

En séparant le pouvoir monétaire du pouvoir budgétaire, le traité de Maastricht a-t-il fondamentalement vicié la construction européenne ?

Les Français n'étaient pas d'accord avec l'idée de fédéraliser le pouvoir monétaire en laissant les autorités budg-



Le Premier ministre britannique David Cameron, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy et Nicolas Sarkozy lors du sommet de Bruxelles, le 9 décembre dernier.

“Les scénarios d'éclatement reposent tous sur des cures d'austérité massive”

taires nationales agir comme elles le voulaient, mais ils ont sottement présenté l'idée de gouvernance économique comme un moyen de contrôle de la BCE, et ont donc agité un chiffon rouge devant les Allemands. Lesquels, de leur côté, ont cédé à l'illusion juridique d'une gestion budgétaire purement normative et ont inventé un pacte



Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen (ADLE), est professeur associé à l'Institut d'études politiques de Paris.



YVES LAGARRÈRE/IFRA

poids des importations dans les économies de la zone sud, les dévaluations se traduiraient par un renchérissement considérable des biens qui pénaliserait la consommation. Sur la dette, nous n'aurions le choix qu'entre deux mauvaises solutions : soit rembourser en monnaie nationale dévaluée, ce qui s'apparenterait à une spoliation et ruinerait notre crédit, soit rembourser en euros, ce qui se traduirait par un renchérissement massif. Arrêtons donc de dire que la rigueur est liée à l'euro ! La rigueur est la conséquence de dix années d'erreurs qui auraient parfaitement pu être évitées, si les dirigeants européens avaient pratiqué en matière économique et budgétaire la même sorte de solidarité qu'en matière monétaire. Au moment où l'on a fédéralisé la monnaie, on a vu arriver aux affaires en France, en Espagne, en Italie et en Allemagne des leaders indifférents à la construction européenne et jaloux de leur indépendance budgétaire. D'où un effet de ciseaux dont nous devons payer les conséquences.

Déplorez-vous que la croissance n'ait pas fait partie de l'accord du dernier sommet ?

La croissance ne se décrète pas. Quel que soit le cas de figure, nous n'éviterons pas la rigueur. Les adversaires de l'euro n'ont pas tort d'observer que la compétitivité n'est plus au rendez-vous dans l'Europe du Sud du fait d'une dérive des coûts de production, salariaux en particulier. Or cette situation n'était pas inéluctable. Si les dirigeants européens avaient fait preuve de sagesse, on aurait évité de telles dérives. Nous avons supposé aux chefs d'Etat ou de gouvernement européens plus de courage et de rigueur qu'ils n'en avaient. La monnaie unique était faite pour des dirigeants à la Raymond Barre, pas à la Jacques Chirac. C'est la combinaison de la légèreté de nos dirigeants et de la faiblesse de la surveillance multilatérale qui a produit les désastres actuels.

Les opposants à l'euro seraient-ils plus perspicaces que ses partisans ?

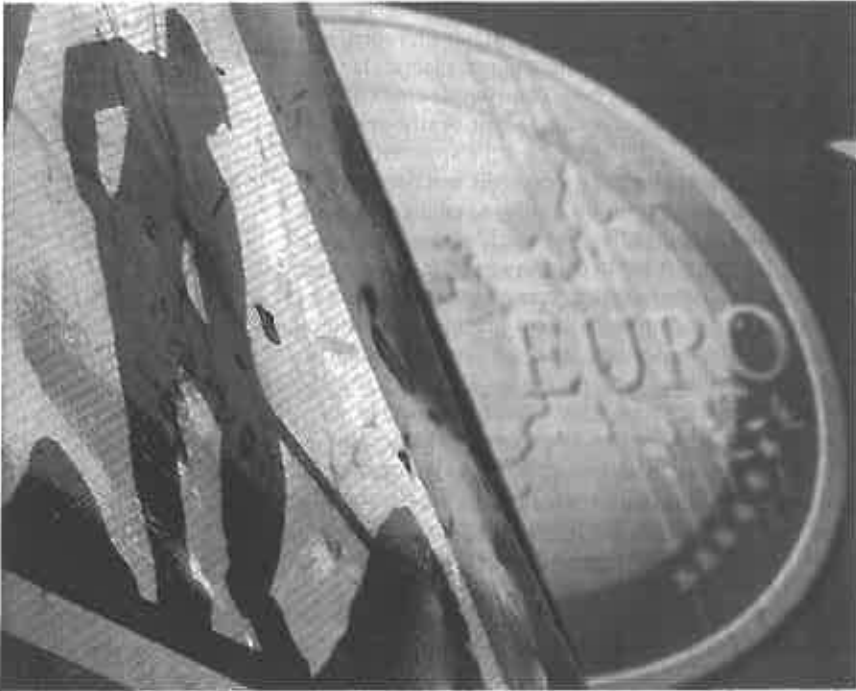
Non, car cet enchaînement n'était pas fatal. Les pays les moins développés de la zone n'étaient pas condamnés à décrocher. Ce qui nous a perdus, ce n'est pas l'inégalité de richesse entre les pays mais l'inégalité de sagesse entre les dirigeants. Les partisans du retour aux monnaies nationales me paraissent sous-estimer les effets de ce qu'ils proposent. Techniquement d'abord, rien ne serait plus délicat qu'une opération consistant en fait à amener la moitié des populations de la zone à échanger une bonne monnaie contre une mauvaise ! Par ailleurs, il ne faut pas surestimer les gains de compétitivité que provoquerait une dévaluation. Le coût des importations, celui des hydrocarbures et des matières premières en particulier, s'en trouverait puissamment renchéri et l'inflation menacerait. De plus, si l'Espagne, l'Italie ou la France voient leur balance commerciale se déséquilibrer dangereusement, ce n'est pas seulement parce qu'elles produisent trop cher. C'est aussi et surtout parce qu'elles sont mal positionnées dans la division internationale du travail. Il leur faut certes stabiliser leurs coûts et même, compte tenu du laxisme des dernières années, s'effor-

de stabilité qui n'était, selon le mot de Pascal Lamy, qu'un code de la route limité à deux articles. Il aurait fallu instaurer d'emblée une gouvernance budgétaire et économique commune. Cela impliquait que les Allemands acceptent le risque de l'aléa politique au lieu de tenter d'enfermer l'avenir dans des normes juridiques préétablies et immobiles. Je crains que nous ne soyons toujours pas sortis de ce schéma conceptuel.

Cela dit, les Allemands ont raison de rappeler que la rigueur est nécessaire. Contrairement à ce que l'on a présumé, la zone euro a été gérée ces dernières années de façon laxiste et non pas restrictive. Le plafonnement à 3 % du PIB des déficits publics était trop élevé en période de croissance et rien ne justifiait que les marchés aient été à des payeurs aussi peu fiables que la Grèce à des taux comparables à ceux dont bénéficiait l'Allemagne. Ses errements doivent être corrigés et nous obligent à la rigueur, fût-ce au prix d'une certaine récession.

Une sortie de l'euro pourrait-elle en limiter les effets ?

Absolument pas. Les scénarios d'éclatement reposent tous sur des cures d'austérité massive. Compte tenu du



"Il est clair que La croissance ne se décrète pas"

... cer de les réduire. Mais il leur faut surtout adapter leur appareil de production à la nouvelle demande européenne et mondiale. Je ne pense pas que l'avenir des Etats de l'Europe du Sud passe par une diminution de 20 % tous les dix ans de leur richesse nationale.

La solution à la crise actuelle passe-t-elle par le fédéralisme ?
Le « fédéralisme » est un pavillon couvrant les marchandises les plus diverses : ainsi l'Union européenne est-elle une organisation de type fédéral, même si elle ne l'avoue pas, mais elle n'est en aucune façon un Etat fédéral, puisque « la compétence de la compétence » continue d'appartenir aux Etats. Il faut de plus distinguer entre le « fédéralisme frontière » qui confie les pouvoirs de l'Union à des institutions supranationales extérieures aux Etats fédérés - c'est le modèle américain -, et le « fédéralisme coopératif » qui les confie aux Etats fédérés eux-mêmes. Dans l'Union, les instances nationales ne sont pas dessaisies mais amenées à gérer ensemble le bien commun. Le fédéralisme est donc un mot qui embrouille plus qu'il ne clarifie.

La question à laquelle nous sommes confrontés est simple : dans le monde interdépendant qui est le nôtre, devons-nous continuer à vivre dans le cadre de systèmes politiques néolithiques fondés sur la juxtaposition

de pouvoirs territoriaux exclusifs ? Ne faut-il pas, à la lumière des transformations économiques, financières, télématiques et technologiques, comme des migrations humaines et des mouvements de capitaux, inventer des mécanismes et des procédures permettant à plusieurs Etats de gérer ensemble des intérêts interdépendants ? Le droit de regard que les autres ont sur nous doit être la contrepartie logique du droit de regard que nous avons sur les autres. On ne peut pas dire que la mondialisation des marchés est la grande menace d'aujourd'hui et que la politique doit rester claquemurée dans ses frontières nationales.

Alors, concrètement ?

Contrairement à ce que d'aucuns affirment, l'Union européenne est très démocratique. Si elle ne l'était pas au départ, elle l'est devenue par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, avec un Parlement élu au suffrage universel, une Commission responsable devant ce Parlement, des lois adoptées à la fois par le Conseil des ministres et le Parlement. Nous avons, en revanche, un problème avec la zone euro, découpée à l'intérieur de l'Union européenne et gérée, fort inefficacement, de façon strictement intergouvernementale. Gérer 17 Etats théoriquement égaux entre eux à l'intergouvernementale conduit à la brutalité : les deux plus grands se mettent d'accord et disent aux autres d'obéir sous peine de sanctions. Une zone euro gérée dans le cadre d'une stricte coopération intergouvernementale ne peut échapper à l'impuissance qu'en consacrant un duopole franco-allemand inévitablement frustrant. Nous devons mutualiser nos politiques économiques et nous doter des dispositifs institutionnels propres à démocratiser cette mutualisation.

Pour éviter cela, il faut un Conseil des ministres de la zone euro qui gère à la majorité qualifiée avec, en face, un pouvoir parlementaire issu des différents parlements nationaux. Je verrais très bien une assemblée de la zone euro composée de 100 à 150 membres provenant des différentes commissions des finances des Etats membres. Il faut absolument faire respirer parlementairement la mise en commun budgétaire.

Vous nous faites là une Europe à deux vitesses ?

Les gens qui mettent en commun leurs monnaies ont des responsabilités particulières par rapport aux autres. C'est bien d'ailleurs ce que disent les marchés ! Pourquoi les agences de notation donnent-elles des signaux négatifs sur l'Allemagne et positifs sur le Royaume-Uni, alors que la situation de l'Allemagne est économiquement plus stable et plus florissante que celle du Royaume-Uni ? Parce que l'Allemagne est dans la zone euro et que les marchés disent aux membres de cette zone : « Vous avez un trésor commun, l'euro, et vous ne savez pas le gérer. » Nicolas Sarkozy a eu raison de dire que, dès lors que nous avons des obligations particulières, il nous faut des dispositions institutionnelles spécifiques. Logiquement, il faudrait faire une Europe fédérale avec les membres de la zone euro et une Europe confédérale avec les autres mais aujourd'hui c'est l'Europe à 27 qui a des institu-

Une sortie "ait démesuré"

tions fédérales, et l'Europe à 17 qui a des institutions confédérales !

Quelles que soient les avancées institutionnelles et les transferts, les adversaires de l'euro vous répondront que les zones défavorisées continueront à s'appauvrir. N'est-ce pas la mi-sère promise pour une moitié de l'Europe ?

C'est une erreur d'imaginer que, pour avoir une monnaie unique, des pays doivent avoir un niveau de vie et des coûts de production identiques. Ce qui compte, c'est l'évolution des coûts de production. Le pari fondamental était que cette évolution pourrait être identique, en dépit des différences de richesse. Ce pari que je qualifierai de gaulliste n'a pas été tenu du fait de la légèreté des dirigeants de la zone euro. En 1958, de Gaulle avait dit : « *On ne dévalue plus.* » Et la France n'a pas dévalué. Il fallait agir de même pour l'Europe : fixer la parité à un niveau représentatif de notre richesse par rapport à celle de nos voisins et ensuite, comme disait M. Baumgartner, « *ne pas faire plus de bêtises que les voisins.* »

"Si je déplore la faiblesse de nos dirigeants, je ne crois pas à leur folie"

Pour réussir le pari, il faudra faire les réformes de structures qui ont été négligées depuis dix ans, moderniser par exemple le système de distribution en Italie et contrôler strictement le mouvement des rémunérations pratiquées dans les différents pays. Comme je le suggérais plus haut, on peut être inégalement riches et également sages.

Est-ce à cause de ce défaut de sagesse que vous avez préféré quitter le Parlement européen en 2007 ?

Je l'ai quitté parce que j'avais le sentiment que l'Europe se contentait de « faire semblant ». C'est cette Europe réduite aux apparences qui est aujourd'hui en crise.

Croyez-vous à l'imminente disparition de l'euro ?

Non, bien que le pire ne soit jamais à exclure. Techniquement, c'est infiniment plus difficile à réaliser qu'on ne croit. Comment nos dirigeants pourraient-ils reconstruire en vingt-quatre heures un immeuble entier, alors qu'ils ont du mal à bouger ne serait-ce qu'une chaise dans une pièce ? Le coût global de l'opération serait d'ailleurs démesuré par rapport à l'avantage qu'on pourrait hypothétiquement en retirer. Si je déplore la faiblesse de nos dirigeants, je ne crois pas à leur folie.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

Alain-Gérard Slama

Le pouvoir d'un sans-pouvoir

Avec Václav Havel, mort d'un cancer du poumon, ce dimanche, dans son sommeil, vient d'être tournée une page idéale du rêve



européen. Idéale en raison même des dates de son passage à la tête de son pays, entre la fin de l'année 1989 et 1993 - suivi de deux quinquennats symboliques qui n'ont guère pesé plus, jusqu'en 2003, qu'un rappel de théâtre. Cette période fut celle où l'on put croire, après la chute du bloc soviétique, que l'élargissement de l'Union européenne s'étendrait sans difficulté à cette Europe dite centrale, voire « de l'Est », qui brûlait d'impatience de rejoindre le giron de l'Occident, dont elle se sentait, de toutes ses fibres, partie prenante. Cette Europe avait à faire passer au reste de l'Union les leçons tirées de l'expérience irremplaçable de deux oppressions totalitaires. Écrivain, homme de théâtre, Havel n'avait pas été le penseur, ni même l'acteur principal de la Charte 77 et de la « révolution de velours ». Mais il l'avait incarnée avec une ténacité qui défait les prisons, et une confiance inébranlable dans la grande tradition littéraire, lucide et jamais dupe, qui s'était développée au sein de la double monarchie, celle de Musil, de Kafka, de Broch. Ses inspirateurs avaient pressenti l'écrasement

*Havel
a incarné
la « révolution
de velours »
avec ténacité*

de la culture européenne sous le rouleau compresseur de la société de masses. Il n'est pas indifférent que l'essai consacré, en 1978, par Havel à la vie quotidienne de son pays sous le régime soviétique se soit intitulé *Le Pouvoir des sans-pouvoir*. C'était une fine analyse des chances, pour un peuple de moins en moins conscient de la réalité du monstre doux qui le dominait, de retrouver le goût de la liberté en brisant le consensus de la résignation. Dans ce combat, Havel a constamment réagi en écrivain, animé par la volonté intransigeante de ne jamais subordonner la création littéraire et la culture à la pression hypocrite et insidieuse d'une idéologie. C'est ainsi que, par une conjonction historique assez miraculeuse, l'auteur d'un théâtre de l'absurde, souvent profond mais sans charisme, a pu s'imposer comme le président prédestiné d'une « petite nation » qui, de Mazaryk à Patočka en passant par Husserl, s'est donné, à défaut de puissance, une vocation culturelle et morale. Havel ménagea ainsi sans heurt, mais non sans regret, la séparation, en 1993, de la République tchèque et de la Slovaquie. Son étoile s'éteignit en même temps que, au sein de l'Union européenne, la défense des intérêts nationaux l'emporta sur la cause, culturelle par excellence à ses yeux, qui était le primat de la liberté. Le départ silencieux de cet homme spirituel à tous les sens du terme, qui a aidé à l'affranchissement pacifique de son peuple, laisse désormais son homologue et ami de toujours, Milan Kundera - qui a fait, lui, le choix d'imprimer sur son temps la seule empreinte d'une œuvre intemporelle - assumer seul l'autre versant d'un message d'émancipation que notre époque ne semble plus guère vouloir entendre.